

Liberté

Bulletin du PCF ARLYSÈRE



Juin 2020 N°3

Le monde d'après , c'est maintenant

Les heures inédites du confinement que nous venons de vivre bousculent beaucoup de perspectives. Que sera le monde d'après ? **Un monde ressourcé par cette crise sanitaire ou un monde d'austérité affecté par une crise économique et sociale.**

Le président Macron reconnaît ses erreurs de gestion (en particulier n'ayant en rien anticipé un évènement annoncé par l'OMS) et affirme : « Il est bien des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. » Mais, s'appuyant sur la théorie du choc, il profite de ce moment pour imposer ce qu'il n'aurait pas eu l'audace de proposer. Délocalisations, licenciements, ubérisation à marche forcée, écologie au rabais, autoritarisme deviennent la règle.

Face à cette vague de régression libérale, nous appelons à la **solidarité**. Que l'argent débloqué par la BCE serve à tous ! Les étudiants, les salariés qui perdent 16% de leur salaire, les personnes âgées, les familles sous le seuil de pauvreté, les artisans et petits commerçants doivent être aidés. Pour cela nous demandons la mise à disposition gratuite de masques pour tous, le blocage des prix des produits de première nécessité, le gel des loyers et des prêts immobiliers, le versement d'une allocation de 300€ pour les 9 millions de personnes les plus pauvres.

Ces mesures d'urgence doivent s'accompagner de la relance d'une économie soutenable écologiquement et socialement. 16 organisations (dont ATTAC, la CGT, la FSU, Greenpeace..) lancent un plan « Plus jamais ça, préparons le jour d'après »

1. **Un plan de développement de tous les services publics:** transports, santé, écoles, sport et culture, énergie...
2. **Une fiscalité plus juste et redistributive :** ISF, mise à contribution des plus riches, lutte contre l'évasion fiscale...
3. **Un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services :** circuits courts pour l'alimentation, production française de ce que nous consommons...

Nous soutenons cette initiative et appelons à l'union du plus grand nombre pour la construire. C'est le seul moyen de redonner de l'espoir.

Louis Bertrand

Pour un authentique service public de santé

Des applaudissements, des médailles, quelques primes, les soignants de 1ère ligne qui ont su faire face à la déferlante du virus et dont beaucoup ont payé de leur personne, en veulent bien...Mais ce qu'ils revendiquent depuis de longs mois ce sont des salaires décents (avec une hausse de 350€/mois); des embauches en nombre; un maintien et une réouverture des structures médicales; une reconstitution des stocks de matériel médical, un pôle public de médicament . Le système de santé a besoin de 30 milliards d'€.

L'argent pour l'hôpital pas pour le capital. Dans les manifestations du 16 juin, nous l'avons crié avec eux !



DES ELECTIONS MUNICIPALES INÉDITES

Un Président de La République qui intervient le jeudi 12 mars pour annoncer le maintien des élections municipales le dimanche 15 mars malgré la montée en puissance de l'épidémie et un Premier Ministre qui prend la parole tardivement le samedi 14 pour annoncer les fermetures des lieux publics et privés pour certains, à quelques heures du vote !!! Cherchez l'erreur !!!

Résultat : 55,4 % d'abstention au niveau national et souvent plus de 60 % dans certaines villes et villages (66 % à Albertville et 63 % à Ugine!!!).

Le courage politique n'aurait-il pas dû conduire le gouvernement à annuler ce scrutin ? Quel sens donner à une élection désertée par les citoyens qui la rend sans réelle valeur démocratique ?

Malgré les nombreuses sollicitations dans cette direction le gouvernement valide ce vote « rabougri » ! Et ainsi 30143 communes élisent leur maire dès le premier tour, quelle mascarade !

Une légitimité à conquérir au quotidien en s'appuyant sur les citoyens !

Aucun de ces élus, quelle que soit leur tendance politique, ne peut bomber le torse ! Élus pour la plupart avec une si faible participation, ils doivent associer les populations à leurs projets au niveau communal comme intercommunal ! Il en est fini du vote tous les six ans et du « laissez-nous faire ensuite » avec, souvent, des « arrangements entre amis », loin des gens !

Cela appelle d'autres méthodes dans la gestion des affaires publiques. Les communistes exigent la consultation des citoyens pour tous les projets qui impactent la vie de la cité dans tous les domaines et notamment pour les choix d'urbanisme, de politique environnementale, sociale, économique, culturelle, sportive...

La démocratie citoyenne, participative et directe doit être mise en œuvre concrètement partout et nous la réclamons à Albertville comme dans tout Arlysère ! C'est une forte aspiration populaire exprimée depuis des mois !

Des services publics à préserver et à renforcer partout !

Les communistes agissent depuis toujours pour développer les services publics dont nous voyons et avons apprécié leurs précieux rôles durant cette pandémie brutale. Toutes les collectivités doivent veiller à leur sauvegarde et à leur renforcement : services à la personne, agents de propreté, personnel des écoles, services administratifs et bien entendu tous les dispositifs de santé.

Arlysère et ses 39 communes vers une gouvernance plurielle, transparente, associant tous les maires à égalité de traitement.

Les élections municipales, même tronquées, viennent de produire des surprises dans notre communauté d'agglomération devenue démesurée depuis la loi Notre en 2017. Plusieurs communes changent de majorité (Venthon, Hauteluçe, Beaufort, La Bathie...) et cela doit conduire à « oxygéner » la vie d'Arlysère en prenant le temps d'une vraie pratique démocratique au plus près des gens pour répondre à leurs besoins autant que possible.

Les services publics, les emplois privés et publics, la vie des commerces doivent retenir toute l'attention des élus locaux.

Au-delà des mots, pour concrétiser cette nouvelle vie démocratique tant attendue, les communistes d'Arlysère demandent aux conseils municipaux et d'agglomération d'organiser des consultations des salariés dans chaque service public, chaque entreprise privée avec les syndicats et les employeurs, de rencontrer les commerçants, puis la population dans chaque quartier et village pour établir, sans attendre, un état des lieux des besoins et des attentes des populations.

Les communistes seront disponibles pour aider à donner la parole au peuple d'Arlysère avec tous les élus soucieux de tout faire avec les gens dans l'intérêt général.

Une autre ère doit s'ouvrir en ce début de mandat !

Hugues ASPORD (PCF Albertville-Pallud)



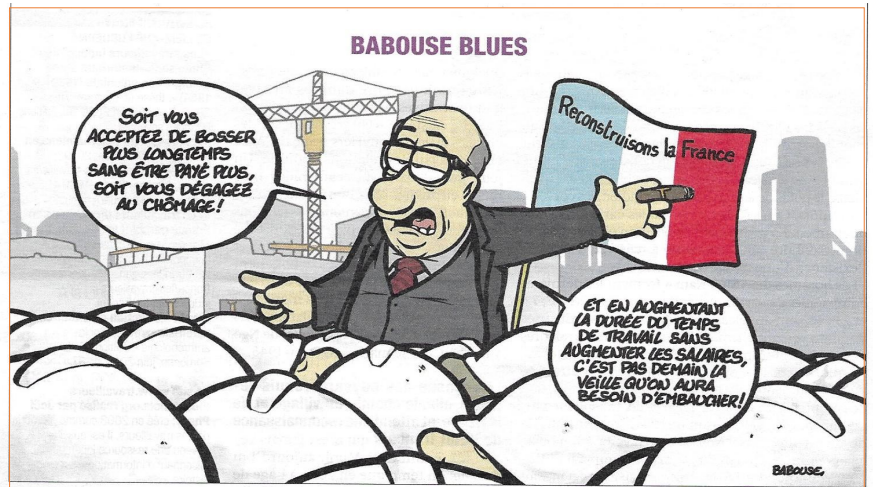
Les Luttres ça repart !

Avec le déconfinement tant attendu, il n'a pas fallu longtemps pour que les luttes reprennent...

De nombreux secteurs durement touchés, en appellent légitimement au pouvoir pour leur venir en aide. Mais les assurances se font tirer l'oreille quand il s'agit d'indemniser et bien évidemment le patronat crie à la faillite. Le pouvoir macronien, lui, en appelle à la concorde nationale.

Alors qui doit payer ? Ceux qui reçoivent les dividendes ou les travailleurs ? Les ouvriers de Renault par exemple en manifestant en nombre à Maubeuge contre les suppressions annoncées et les menaces de fermeture, disent haut et fort leur exigence unanime de ne pas subir l'impact de cette crise.

Nos élus continuent à les soutenir. Comme hier sur les retraites ou sur la réforme du chômage à laquelle Macron n'a pas renoncé, tout dépendra du rapport de force pour que l'après ne ressemble pas à l'après...en pire !



Lucien Carrel

Quand la privatisation arrive en rampant, le cas de la CDC

Avec la loi Pacte, la privatisation d'organismes publics se concrétise et / ou se poursuit. L'organisation de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), organisme public prend une tournure d'autant plus libérale. Les cadres de direction de la vénérable institution (créée en 1816, entre autres pour garantir l'épargne des foyers puis gérer les livrets A et l'investissement dans le logement social) sont issus de grands groupes capitalistes. La logique de la CDC migre vers toujours plus de concurrence, gérant ainsi des fonds publics comme des capitaux privés. Des exemples :

La Poste . Rapprochement, par une opération capitaliste ce printemps, de la CDC et du groupe La Poste. Cette dernière jouissait d'un statut particulier, mais avec la CDC comme actionnaire majoritaire des craintes s'amplifient :

- Ce désinvestissement de l'État conduira-t-à une ouverture de La Poste à des opérateurs privés ?
 - Cela confirme-t-il le déclin de son activité historique : la filière postale ? La Poste doit-elle être un pôle de banque-assurance comme un autre ?
 - Quel avenir pour les conditions de travail des postières et postiers? Quels services seront rendus aux usagers ?
- Autant d'inquiétudes !

La santé : Dans cette même logique, le rapport commandé par le gouvernement, de nouveau à la CDC, fait état d'un projet néo-libérale exacerbé. Avec des partenariats public-privé, une marchandisation assumée de la santé et des soins ainsi que toujours plus d'économies sur la masse salariale (notamment en se servant de l'outil numérique et des téléconsultations), ce rapport prend le contre-pied total des revendications portées par le personnel soignant. La crise sanitaire, toujours en cours, renforce le besoin criant d'allouer les moyens nécessaires au fonctionnement des hôpitaux publics, des EHPAD et des structures publiques de la santé. C'est le sens des manifestations des soignants le 16 juin.

Le logement social : Dans ce contexte, difficile de ne pas s'interroger sur la récente absorption des Offices Publics de l'Habitat d'Albertville et d'Ugine par la SEM4V, dont la CDC est actionnaire à plus de 40 %. Cela a pour effet immédiat de faire passer la gestion de ces logements d'organismes publics à une société d'économie mixte (qui est une structure de droit privé). Les syndicats ne sont plus représentés au conseil d'administration et la part de représentation des locataires baisse. C'est la fin d'un régime de propriété collective mis en place depuis 1925. Pourtant quand la crise du capitalisme laisse la part belle aux attermoiements des intérêts individuels, la solution réside dans le sens de renforcer la propriété collective.

Benjamin BONNIOT-BOUCHET

Justice pour Adama Traoré et George Floyd

Depuis sa prison, le journaliste Mumia Abu-Jamal, condamné à mort, nous livre sa chronique :

« George Floyd, victime d'un meurtre, étouffé par un flic s'en est allé...Il avait été abordé après qu'un commerçant a affirmé qu'il avait refilé un faux billet de 20\$. C'est la démonstration que dans une société capitaliste, la marchandise est plus importante que la vie noire. »



Nous condamnons fermement ce nouvel acte de racisme et assurons de notre soutien les centaines de milliers de personnes qui manifestent dans le monde.

« Un rempart contre l'oubli ».

En raison des conditions sanitaires, les associations de mémoire et d'histoire telles que l'ANACR (Anciens Combattants et Amis de la Résistance), n'ont pu rendre un large hommage public à Jean Moulin et au CNR, le 27 mai dernier, journée de la Résistance dont elles avaient largement contribué à l'instauration.

C'est pourquoi elles ont décidé de faire, en juin, un « rempart contre l'oubli » avec l'hommage aux frères de combat de Jean Moulin, le 8 juin pour ceux du groupe A S de Fernand Voiron, fusillés à La Pachauière (Albertville), le 15 juin à Saint-Paul et Cevins pour G.Gonthier et Claudius Poux jeune chef FTP torturé et assassiné, le 23 juin pour les 31 fusillés FTP des Glières Blanches à Grignon.

Au moment où se manifeste, pour diverses raisons, opportunistes ou sincères, un vif intérêt pour le programme de la Résistance « Les Jours Heureux », il n'est pas inutile de rappeler que tous ces résistants ont lutté pour libérer la France de l'occupant nazi et redonner à la République une société égalitaire et fraternelle, dans laquelle la Sécurité sociale mise en place par le ministre savoyard du Travail Ambroise Croizat va occuper une place primordiale.

Le PCF qui, comme d'autres partis politiques et les syndicats prit une part très active dans la Résistance, affirme sa fidélité à l'esprit de résistance dans une République du vivre ensemble, de la tolérance et du respect.

G. Simon.

Le Parti Communiste a 100 ans. La revue Cause Commune a publié un numéro double (15 euros) : PCF, 100 ans d'Histoire.

Pour se le procurer, envoyer un chèque à l'ordre de :

Association Paul Langevin,

à Cause Commune, 6 avenue Mathurin Moreau 75167, Paris cedex 19

URGENT : La démocratie a besoin d'une presse pluraliste. Aussi, nous devons aider, par la souscription et surtout par les abonnements, L'HUMANITE et Les ALLOBROGES.

Les Allobroges 25 euros à l'année. (à un militant du PCF Savoie).

L'Humanité : chèque à l'ordre de Presse et Pluralisme, « souscription Humanité » à L'Humanité, secrétariat du directeur, 5 rue Pleyel, immeuble Calliope 93528, Saint-Denis cedex.

AVEC LE PCF, L'HUMAIN D'ABORD

Pour faire le choix
de l'humain

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____